

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE  
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

31 AOÛT 1972. — Arrêté royal portant approbation du Règlement d'ordre intérieur du comité de gestion chargé de gérer l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants créé auprès du service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présent et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 45, § 3 modifié par l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 et par la loi du 20 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, notamment les articles 39 et 41, 10°;

Vu l'avis du Conseil général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance sociale et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Règlement d'ordre intérieur du comité de gestion chargé de gérer l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants créé auprès du service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 25 février 1972.

Art. 3. Notre Ministre de la Prévoyance sociale et Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril (Espagne), le 31 août 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. NAMECHE

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG  
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

31 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het Huishoudelijk Reglement van het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen opgericht bij de dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 45, § 3 gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 en bij de wet van 20 juli 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op de artikelen 39 en 41, 10°;

Gelet op het advies van de algemene raad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben wij besloten en besluiten wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde Huishoudelijk Reglement van het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen opgericht bij de dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering is goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 februari 1972.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Voorzorg en Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril (Spanje), 31 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg,

De Staatssecretaris

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

A. STEVERLYNCK

Règlement d'ordre intérieur du comité de gestion chargé de gérer l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants créé auprès du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

Article 1er. Le comité de gestion du Service des indemnités des travailleurs indépendants est composé :

1° d'un président nommé par le Roi parmi les membres visés au 2° ci-dessous et de deux vice-présidents nommés par le Roi, l'un parmi les membres visés au 2°, l'autre parmi les membres visés au 3°;

2° de trois membres effectifs et trois membres suppléants représentant les agriculteurs, ainsi que onze membres effectifs et onze membres suppléants représentant les autres travailleurs indépendants.

Huishoudelijk reglement van het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen opgericht bij de dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Artikel 1. Het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen voor de zelfstandigen is samengesteld uit :

1° een voorzitter, die door de Koning wordt benoemd uit de in 2° hierna bedoelde leden, en twee ondervoorzitters, die door de Koning worden benoemd, de ene uit de in 2° bedoelde leden en de andere uit de in 3° bedoelde leden;

2° drie werkende en drie plaatsvervangende leden die de landbouwers vertegenwoordigen, alsmede elf werkende en elf plaatsvervangende leden die de andere zelfstandigen vertegenwoordigen. Ze worden gekozen uit de kandidaten die, in dubbel aantal

Ils sont choisis, parmi les candidats présentés en nombre double des mandats à conférer, par les organisations représentatives des travailleurs indépendants qui réunissent les conditions requises pour faire des propositions en vue de la nomination des représentants des travailleurs indépendants au sein du conseil d'administration de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (art. 39, § 1, 1<sup>o</sup> de l'arrêté-royal du 20.7.1971). La nomination des membres visés ci-dessus est précédée par la publication d'un avis au *Moniteur belge*. Les organisations intéressées doivent faire parvenir leurs propositions au Ministre de la Prévoyance sociale dans les dix jours de la publication dudit avis;

3<sup>o</sup> de six membres effectifs et six membres suppléants choisis parmi les candidats présentés par les organismes assureurs au sens de la loi du 9 août 1963 en nombre double de celui des mandats à conférer. Chaque organisme assureur a droit à un mandat de membre effectif et à un mandat de membre suppléant (art. 39, § 1, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 20.7.1971);

4<sup>o</sup> de trois commissaires du Gouvernement nommés par le Roi sur présentation, respectivement du Ministre de la Prévoyance sociale, du Ministre des Classes moyennes et du Ministre des Finances, qui assistent aux réunions. Ils disposent des pouvoirs attribués aux commissaires du Gouvernement visés à l'article 119 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (article 45, § 3 de la loi du 9.8.1963).

Art. 2. Le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, ou son remplaçant assiste aux réunions du comité de gestion et prend les dispositions nécessaires afin que soit assuré le secrétaire (article 39, § 2 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Il est chargé de l'exécution des décisions du comité de gestion du Service des indemnités ainsi que de celles du conseil général de l'Institut qui concernent le Service des indemnités. Il exerce les pouvoirs de gestion journalière tels qu'ils sont définis par le comité de gestion du Service des indemnités.

En cas d'empêchement du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, ces pouvoirs sont exercés par un membre du personnel dudit service désigné par le conseil général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 3. Les nominations visées à l'article 1er, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, sont faites pour un terme de six ans. La validité du mandat expire tous les trois ans pour la moitié des membres de chacun des groupes représentés. Lorsque cette dernière disposition est appliquée pour la première fois, les membres dont le mandat expire sont désignés par le sort.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Il est pourvu dans les trois mois au remplacement de tout membre qui aura cessé de faire partie du comité de gestion avant la date normale d'expiration de son mandat. Le nouveau membre ainsi désigné achève le mandat de son prédécesseur (article 40 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 4. Le président et les vice-présidents du comité de gestion sont habilités à signer, l'un ou l'autre conjointement avec le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités ou son remplaçant, les actes qui engagent l'Institut national en ce qui concerne le Service des indemnités agissant dans le cadre du présent arrêté, sauf ceux qui ont trait à la gestion journalière ou qui émanent de mandataires spéciaux (article 44 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 5. Le comité de gestion se réunit sur convocation de son président, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la requête du Ministre de la Prévoyance sociale, soit à la demande de trois membres au moins formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion; dans tous les cas la convocation mentionne l'objet de la réunion.

Si le comité de gestion est convoqué à la requête du Ministre de la Prévoyance sociale, la réunion se tient dans les huit jours à compter de ladite requête (article 42 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Le Président peut déléguer son pouvoir de convocation au fonctionnaire dirigeant le Service des indemnités, dans ce cas, la convocation est signée par ordre, par ce fonctionnaire dirigeant. Les convocations sont envoyées au moins huit jours avant la date de la séance. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit.

van dat der toe te wijzen mandaten, worden voorgedragen door de representatieve organisaties van zelfstandigen die voldoen aan de voorwaarden die gesteld zijn om voorstellen te doen met het oog op de benoeming van de vertegenwoordigers der zelfstandigen in de raad van beheer van het Rijksinstituut voor sociale verzekeringen der zelfstandigen (artikel 39, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971). De benoeming van de hiervoor bedoelde leden wordt voorafgegaan door de bekendmaking van een bericht in het *Beijtsch Staatsblad*. De betrokken organisaties moeten aan de Minister van Sociale Voorzorg hun voorstellen doen geworden binnen tien dagen na de bekendmaking van dat bericht;

3<sup>o</sup> zes werkende en zes plaatsvervangende leden, gekozen uit de kandidaten die, in dubbel aantal van dat der toe te wijzen mandaten, worden voorgedragen door de verzekeringsinstellingen als bedoeld in de wet van 9 augustus 1963. Elke verzekeringsinstelling heeft het recht op één mandaat van werkend lid en op één mandaat van plaatsvervangend lid (artikel 39, § 1, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971);

4<sup>o</sup> drie Regeringscommissarissen, die door de Koning worden benoemd op voordracht, respectievelijk van de Minister van Sociale Voorzorg, van de Minister van Middenstand en van de Minister van Financiën, wonen de vergaderingen bij. Zij beschikken over de macht die is toegekend aan de Regeringscommissarissen die zijn bedoeld in artikel 119 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (artikel 45, § 3, van de wet van 9 augustus 1963).

Art. 2. De leidende ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen, of zijn plaatsvervanger, woont de vergaderingen van het beheerscomité bij en treft de nodige maatregelen opdat het secretariaat verzekerd zou zijn (artikel 39, § 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Hij is belast met de uitvoering van de beslissingen van het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen, alsmede van die van de algemene raad van het Instituut welke betrekking hebben op de Dienst voor uitkeringen. Hij oefent de machten uit inzake dagelijks beheer welke door het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen zijn omschreven.

Ingeval de leidende ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen verhinderd is, worden zijn machten uitgeoefend door een door de algemene raad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering aangewezen personeelslid van genoemde dienst.

Art. 3. De in artikel 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, bedoelde benoemingen worden gedaan voor een termijn van zes jaar. Het mandaat loopt om de drie jaar af voor de helft van de leden van elk der verzekeringsgroepen. Wanneer deze laatste bepaling voor het eerst wordt toegepast, worden de leden wier mandaat afloopt door het lot aanbeduid.

Het mandaat van de uittrekkende leden kan worden hernieuwd.

Binnen drie maanden wordt in de vervanging voorzien van ieder lid dat, vóór de normale aflooptdatum van zijn mandaat, geen deel meer uitmaakt van het beheerscomité. Het aldus aangewezen nieuw lid voltooit het mandaat van zijn voorganger (artikel 40 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 4. De voorzitter en de ondervoorzitters van het beheerscomité zijn ertoe gemachtigd om, de ene of de andere, samen met de leidende ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen of zijn plaatsvervanger de akten te ondertekenen welke, wat de Dienst voor uitkeringen optredend in het raam van het besluit betreft, het Rijksinstituut verbinden, behoudens die welke betrekking hebben op het dagelijks beheer of uitgaan van bijzondere lasthebbers (artikel 44 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 5. Het beheerscomité wordt in vergadering bijeengeroepen door zijn voorzitter, hetzij op dezes initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Sociale Voorzorg, hetzij op vraag van ten minste drie leden welke schriftelijk wordt gedaan en het onderwerp van de vergadering vermeldt; de bijeenroeping vermeldt in elk geval het onderwerp van de vergadering.

Wanneer het beheerscomité in vergadering bijeengeroepen op verzoek van de Minister van Sociale Voorzorg, dan heeft de vergadering plaats binnen acht dagen na het verzoek (artikel 42 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

De voorzitter mag zijn uitnodigingsmacht overdragen aan de leidende ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen; alsdan wordt de uitnodiging door die leidende ambtenaar in opdracht ondertekend. De uitnodigingen worden verzonden ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering. Bij dringende spoed mag die termijn verkort worden.

Art. 6. Un membre suppléant ne peut siéger qu'en cas d'absence d'un membre effectif appartenant à son groupe (dernier alinéa de l'article 43 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 7. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées. Une question ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être discutée séance tenante que si la majorité des membres présents en décide ainsi.

Art. 8. Les séances du comité de gestion du Service des Indemnités ne sont pas publiques. Les membres du comité de gestion et les fonctionnaires de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité qui assistent à des séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que celui des délibérations et des votes.

Art. 9. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée à tour de rôle par un des vice-présidents ou, à défaut de ceux-ci, par le membre le plus âgé.

Art. 10. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret à la demande de trois membres au moins.

Art. 11. Le comité peut appeler en consultation, pour l'examen de questions particulières, des membres du personnel des services de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Art. 12. Pour les affaires urgentes d'une importance mineure, le président est autorisé à procéder à la consultation des membres par écrit.

Art. 13. Le siège du comité de gestion est valablement constitué si au moins la moitié de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres ayant voix délibérative et participant au vote, compte non tenu des abstentions.

En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Dans la matière visée à l'article 17, 2° du présent règlement, les membres visés à l'article 1, 3°, n'ont pas voix délibérative (article 43 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 14. Les procès-verbaux des séances du comité de gestion comportent un résumé des débats et l'énoncé des décisions prises; ils sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités ou son remplaçant assisté d'un agent désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de la réunion.

Les observations au sujet des décisions relatées dans les procès-verbaux doivent être communiquées au fonctionnaire dirigeant dans les huit jours de l'envoi de ceux-ci.

Dans le cas où des observations portent sur l'énoncé des décisions, le président prend les mesures qui s'imposent et peut surseoir à l'exécution de la décision en cause. Dans le cas où une nouvelle séance a lieu moins de huit jours après l'envoi d'un procès-verbal, les observations au sujet de ce procès-verbal sont faites et actées au cours de cette séance.

Art. 15. Les membres du comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 16. Tout commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance (article 9, § 3 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public).

En outre, le commissaire du Gouvernement peut, à sa diligence, prendre connaissance des décisions prises en son absence sans que le délai soit augmenté.

Le recours est suspensif.

Si dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le premier délai, le Ministre saisi du recours n'a pas, après avoir pris l'avis des autres Ministres intéressés, prononcé l'annulation, la décision devient définitive (article 119 de la loi du 9.8.1963 et article 10 de la loi du 16.3.1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public).

Art. 6. Een plaatsvervangend lid heeft enkel zitting bij afwezigheid van een werkend lid van zijn groep (artikel 43, laatste lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 7. Alleen de aangelegenheden die op de agenda staan worden besproken. Een aangelegenheid die niet op de agenda staat mag slechts onmiddellijk in bespreking worden gebracht indien de meerderheid van de aanwezige leden daartoe beslist.

Art. 8. De vergaderingen van het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen zijn niet openbaar. De leden van het beheerscomité en de ambtenaren van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering die bedoelde vergaderingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijke karakter van de besproken bescheiden, van de beraadslagingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 9. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering om beurten door één van de ondervoorzitters voorgezeten, of bij dezer ontstentenis door het oudste lid.

Art. 10. De stemmingen geschieden bij handopheffing. Er wordt geheim gestemd wanneer ten minste drie leden erom verzoeken.

Art. 11. Het beheerscomité kan, voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden, personeelsleden van de diensten van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, alsmede andere bijzondere bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Art. 12. Voor de dringende aangelegenheden van minder belang mag de voorzitter de leden schriftelijk raadplegen.

Art. 13. Het beheerscomité houdt deugdelijk zitting indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de stemgerechtigde leden die aan de stemming deelnemen, waarbij geen rekening wordt gehouden met de onthoudingen.

Bij stemmenstaking is de stem van de voorzitter beslissend.

In de aangelegenheid, bedoeld in artikel 17, 2°, van dit reglement, zijn de in artikel 1, 3°, beoogde leden niet stemgerechtigd (artikel 43 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 14. De notulen van de vergaderingen van het beheerscomité bevatten een samenvatting van de besprekingen en de vermelding van de genomen beslissingen; ze worden in het Frans en het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar van de Dienst voor uitkeringen of zijn plaatsvervanger, bijgestaan door een personeelslid dat is aangewezen door de leidend ambtenaar. De notulen worden uiterlijk binnen acht dagen na de datum van de vergadering aan de leden gezonden.

De opmerkingen in verband met de beslissingen die zijn vermeld in de notulen, moeten binnen acht dagen na de verzending ervan aan de leidend ambtenaar worden medegedeeld.

Ingeval er opmerkingen betrekking hebben op de tekst van de beslissingen neemt de voorzitter de vereiste maatregelen en kan hij de uitvoering van de desbetreffende beslissing schorsen. Ingeval een nieuwe vergadering minder dan acht dagen na de verzending van de notulen plaats heeft, worden de opmerkingen in verband met die notulen in die vergadering gemaakt en genoteerd.

Art. 15. De leden van het beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten aanzien van de verbintenissen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 16. Iedere Regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep instellen tegen elke beslissing die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht.

Die termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen is, voor zover de Regeringscommissaris op die vergadering regelmatig uitgenodigd werd, en in het tegenovergestelde geval de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen (artikel 9, § 3, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut).

Daarenboven kan de Regeringscommissaris, op zijn verzoek, kennis nemen van de beslissingen die in zijn afwezigheid zijn genomen, zonder dat hierdoor de termijn wordt verlengd.

Het beroep is opschorsend.

Heeft de Minister, bij wie het beroep werd ingesteld, binnen een termijn van twintig vrije dagen te rekenen vanaf dezelfde dag als de eerste termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken na het advies van de andere betrokken ministers te hebben ingewonnen, dan wordt de beslissing definitief (artikel 119 van de wet van 9 augustus 1963 en artikel 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut).

Art. 17. Le comité de gestion du Service des indemnités des travailleurs indépendants dispose des pouvoirs suivants :

1° il émet d'initiative ou à la demande du Ministre de la Prévoyance sociale des avis concernant la modification des dispositions légales ou réglementaires visant l'octroi des prestations;

2° il gère le fonds de réserve constitué au moyen du boni réalisé dans la gestion de l'assurance;

3° il arrête les comptes et établit le budget des prestations; ces comptes et ce budget comprenant séparément les indemnités d'incapacité primaire et les indemnités d'invalidité;

4° il arrête les comptes et établit le budget des frais d'administration du Service des indemnités;

5° il fixe les conditions dans lesquelles sont avancés aux organismes assureurs les fonds qui leur sont nécessaires pour payer les prestations;

6° il examine les rapports qui lui sont transmis par le Service du contrôle médical ou par le Service du contrôle administratif et fait part au Ministre de la Prévoyance sociale, dans les trois mois, des mesures qu'il propose ou qu'il a arrêtées;

7° il établit un rapport annuel circonstancié sur chaque exercice après sa clôture et fait part au Ministre de la Prévoyance sociale, dans les trois mois, des mesures qu'il propose ou qu'il a arrêtées en fonction des éléments de ce rapport;

8° il transmet au conseil général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, les dossiers pour lesquels il décide, dans le cadre de ses attributions, l'introduction d'une action judiciaire;

9° il fixe les modalités suivant lesquelles les organismes assureurs introduisent et justifient leurs comptes auprès du Service des indemnités;

10° il établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Roi, après avis du conseil général (article 41 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 18. Outre les pouvoirs énumérés à l'article 17, le comité exerce les attributions suivantes :

1° il détermine les conditions en vertu desquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité alloue à chaque organisme assureur la part des frais d'administration qui lui revient en application de l'article 77 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 (article 76, 1°, de l'arrêté royal du 20.7.1971);

2° il met à la disposition des organismes assureurs les montants nécessaires pour le paiement des prestations (article 76, 2° de l'arrêté royal du 20.7.1971);

3° il peut imposer aux organismes assureurs la tenue de statistiques concernant les titulaires se trouvant dans la période d'incapacité primaire non-indemnisable (article 80 de l'arrêté royal du 20.7.1971);

4° il donne au Roi des avis pour la fixation des modalités d'application de l'arrêté royal du 20.7.1971 aux travailleurs indépendants qui ont obtenu ou demandé avant une date qu'il détermine, une pension de retraite anticipée en qualité de travailleur indépendant ou de travailleur salarié (article 89 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 19. Le comité reçoit trimestriellement un rapport établi par la commission supérieure du conseil médical de l'invalidité sur le fonctionnement dudit conseil.

Art. 20. Le comité établit, sur avis de la commission supérieure du conseil médical de l'invalidité, les modèles de rapport repris à l'article 55, paragraphe I de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 (article 81 de l'arrêté royal du 20.7.1971).

Art. 21. Conformément à l'article 114, § 1, 4e alinéa de la loi du 9 août 1963, les pouvoirs de gestion journalière du fonctionnaire dirigeant sont définis comme suit :

1° Exécution des décisions du comité de gestion;

2° Exécution des décisions du conseil général qui concernent le service;

Art. 17. Het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen voor de zelfstandigen heeft de volgende bevoegdheden :

1° het brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Minister van Sociale Voorzorg adviezen uit in verband met de wijziging van de wettelijke of reglementaire bepalingen die betrekking hebben op de toekenning der uitkeringen;

2° het beheert het reservefonds gevormd door middel van het boni verwezenlijkt bij het beheer der verzekering;

3° het stelt de rekeningen vast en maakt de begroting op van de uitkeringen; die rekeningen en die begroting omvatten afzonderlijk de primaire ongeschiktheidsuitkeringen en de invaliditeitsuitkeringen;

4° het stelt de rekeningen vast en maakt de begroting op van de administratiekosten van de Dienst voor uitkeringen;

5° het stelt vast onder welke voorwaarden aan de verzekeringsinstellingen de gelden worden voorgeschoten die zij behoeven om de uitkeringen te betalen;

6° het onderzoekt de verslagen die hem bezorgd worden door de Dienst voor geneeskundige controle of door de Dienst voor administratieve controle en geeft de Minister van Sociale Voorzorg binnen drie maanden kennis van de maatregelen die het voorstelt of getroffen heeft;

7° het maakt een omstandig jaarverslag op over elk dienstjaar nadat het is afgesloten, en geeft de Minister van Sociale Voorzorg binnen drie maanden kennis van de maatregelen die het voorstelt of die het heeft getroffen op grond van de gegevens van dat verslag;

8° het bezorgt de algemene raad van het Rijksinstituut de dossiers waarvoor het, in het raam van zijn bevoegdheid, beslist een rechtsvordering in te stellen;

9° het bepaalt de nadere regelen volgens welke de verzekeringsinstellingen hun rekeningen bij de Dienst voor uitkeringen indienen en verantwoorden;

10° het stelt zijn huishoudelijk reglement op dat, na adviesgeving van de algemene raad, de Koning ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art. 18. Bovendien :

1° stelt het beheerscomité de voorwaarden vast onder welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering aan elke verzekeringsinstelling het gedeelte van de administratiekosten toekent dat haar krachtens artikel 77 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 toekomt (artikel 76, 1°, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971);

2° stelt het de verzekeringsinstellingen de nodige gelden ter beschikking voor de betaling van de uitkeringen (artikel 76, 2°, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971);

3° mag het aan de verzekeringsinstellingen de verplichting opleggen om statistieken aan te leggen betreffende de gerechtigden die zich in het tijdvak van niet-vergoedbare primaire ongeschiktheid bevinden (artikel 80 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971);

4° verstrekt het aan de Koning adviezen voor het bepalen van de modaliteiten betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 op de zelfstandigen die, vóór een datum welke Hij vaststelt, een vervroegd rustpensioen als zelfstandige of als werknemer hebben bekomen of aangevraagd (artikel 89 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 19. Het beheerscomité ontvangt om het kwartaal een verslag van de hoge commissie van de geneeskundige raad voor invaliditeit over de werking van die raad.

Art. 20. Op advies van de hoge commissie van de geneeskundige raad voor invaliditeit stelt het beheerscomité het model vast van de in artikel 55, § 1 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 bedoelde verslagen (artikel 81 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971).

Art. 21. Overeenkomstig artikel 114, § 1, vierde lid, van de wet van 9 augustus 1963 worden de machten inzake dagelijks beheer van de leidend ambtenaar als volgt omschreven :

1° Uitvoering van de beslissingen van het beheerscomité;

2° Uitvoering van de beslissingen van de algemene raad welke betrekking hebben op de dienst;

## 3° Organisation interne du Service des Indemnités;

4° Réception et signature de la correspondance concernant le service;

5° Signature des accusés de réception et des décharges à donner notamment aux administrations de postes, et des chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées, colis, etc.;

6° Approbation des dépenses du service couvertes par un crédit budgétaire relatives entre autres :

a) à la location, à l'entretien, le chauffage, l'éclairage ou l'aménagement d'immeubles ou parties d'immeubles destinés au Service des indemnités;

b) à l'acquisition, la location et l'entretien du matériel, mobilier, machines, véhicules, fournitures de bureau et autres frais de même nature;

c) aux indemnités à caractère administratif;

d) aux états d'honoraires d'avocats, de médecins, d'experts et d'officiers ministériels;

e) aux déplacements de service des agents du Service des indemnités;

f) aux jetons de présence, indemnités de séjour et frais de déplacement inhérents aux réunions du comité de gestion et des commissions qui en dépendent;

7° Signature des ordonnances de paiement, d'ouverture de crédit, d'avance de fonds, de garanties ou cautionnements ou de régularisation, ainsi que des chèques et virements;

8° Signature de quittances et décharges de toutes sommes payées ou versées au service à quelque titre que ce soit;

9° Décider de l'introduction d'actions devant les tribunaux et juridictions administratives compétentes et transmettre à cette fin au conseil général les dossiers qui s'y rapportent;

10° Exercice des délégations de pouvoirs accordées par le comité de gestion.

Art. 22. Le fonctionnaire dirigeant est autorisé à déléguer l'exercice de certains pouvoirs de gestion journalière et le signale au comité.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 31 août 1972.

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. NAMECHE

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

## 3° Interne organisatie van de Dienst voor uitkeringen;

4° Ontvangst en ondertekening van de briefwisseling met betrekking tot de dienst;

5° Ondertekening van de kennisgevingen van ontvangst en van de ontlastingen welke met name aan het Bestuur der Posterijen en der Spoorwegen moeten worden gegeven voor telegrammen, aangetekende brieven, colli, enz.;

6° Goedkeuring van de door een begrotingskrediet gedekte uitgaven van de dienst, o.a. die met betrekking tot :

a) het huren, onderhouden, verwarmen, verlichten of verbouwen van gebouwen of gebouwgedeelten bestemd voor de Dienst voor uitkeringen;

b) het aankopen, huren of onderhouden van materieel, meubilair, machines, rijtuigen, kantoorbehoeften en andere kosten van dezelfde aard;

c) de vergoedingen van administratieve aard;

d) de ereloonstaten van advocaten, geneesheren, deskundigen en ministeriële ambtenaren;

e) de dienstreizen van de personeelsleden van de Dienst voor uitkeringen;

f) het presentiegeld, de verblijfsvergoedingen en reiskosten in verband met de vergaderingen van het beheerscomité en de commissies die eronder ressorteren;

7° Ondertekening van de ordonnances van betaling, van kredietopneming voorschotten, waarborgen of borgtochten of van regularisatie alsmede van checks en overschrijvingen;

8° Ondertekening van kwitanties en ontlastingen voor alle uit welken hoofde ook aan de dienst betaalde of gestorte sommen;

9° Beslissing over het instellen van vorderingen voor de bevoegde rechtbanken en administratieve rechtscolleges en overlegging aan de algemene raad van de desbetreffende dossiers;

10° Uitoefening van de opdrachten van machten verleend door het beheerscomité.

Art. 22. De leidend ambtenaar mag de uitoefening van sommige machten inzake dagelijks beheer overdragen en geeft daarvoor kennis aan het beheerscomité.

Gezien om te worden goedgevoegd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1972,

De Minister van Sociale Voorzorg,

## MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Nationale Orden  
Bevorderingen. — BenoemingenRijksinstituut  
voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1972 zijn, met ingang van 8 april 1971, bevorderd of benoemd :

Leopoldsoorde

Officier

De heer J. Denis, hoofdinspecteur-directeur.  
Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Ridder

De heren R. Van Herck, adjunct-adviseur, en L. De Grève, eerste adviseur.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

## MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Ordres nationaux  
Promotions. — NominationsInstitut national  
d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

Par arrêté royal du 1er mars 1972, sont promus ou nommés à la date du 8 avril 1971 :

Ordre de Léopold

Officier

M. J. Denis, inspecteur en chef-directeur.  
Il portera la décoration civile.

Chevalier

MM. R. Van Herck, conseiller adjoint, et L. De Grève, premier conseiller.

Ils porteront la décoration civile.